

## Nouvelles locales du vendredi 19 février 2016

@rib News, 19/02/2016 | Politique - Le parti Sahwanya FRODEBU qualifie d'acte suicidaire les accusations du CNDD-FDD à l'endroit du président Rwandais. Ce parti regrette en outre la déclaration du parti CNDD-FDD du 17 février 2015 qui accuse le président rwandais d'avoir participé à l'assassinat du président Burundais Cyprien Ntaryamira en 1994. Le président dudit parti dont était issu le président Ntaryamira considère cette déclaration comme une expression de désespoir et un acte suicidaire. L'once Ngendakumana indique que la seule solution durable passera par une voie diplomatique et politique tout en s'appuyant sur des enquêtes judiciaires.

Justice - Le Procureur Général de la République du Burundi vient d'annoncer l'annulation des mandats internationaux émis contre certains burundais en exil. Valentin Bagorikunda fait savoir que les raisons qui étaient à la base de l'émission de ces mandats ne subsistent plus. Les 15 personnes concernées sont : Aimé Nkurunziza, Justin Nkurunziza, Marine Barampama, Audace Bireha, Christophe Sebudandi, Evariste Nsabayumva, Gervais Ndayiziga (qui vient de d'arriver à Kigali), Gervais Ruyikiri, Pie Ntavyohanyuma, Cathérine Mabobori, Félix Ndayisenga, Pancrasse Cimpaye, Léonard Nyangoma et Antoine Kaburahe. Cette correspondance adressée au commissaire général de la police judiciaire prie ce service de désactiver ces mandats dans le système d'Interpol.

Droits de l'Homme - La Fédération Nationale des Associations engagées dans la Défense des Droits des Enfants au Burundi indique que 25 enfants sont tués par balles et grenades depuis le déclenchement de la crise burundaise le 26 avril 2015. La FENADEB condamne avec amertume l'assassinat de deux enfants l'un au marché dit chez Sion et l'autre à Ngagara lors de récentes explosions de grenades dans la capitale Bujumbura ce lundi 15 février 2016. Me Jacques Nshimirimana secrétaire général de la FENADEB dit que l'enfant doit être protégé dans toute crise. Il demande aux parents de protéger leurs enfants dans la mesure du possible. Il exige aussi la justice de mener des enquêtes et établir les responsabilités.

Des agents de la police se sont introduits ce jeudi 18 février 2016 dans les enceintes de l'hôpital Rema à la recherche des clés pour ouvrir de force cet hôpital. Les portes du bloc administratif de l'hôpital sont fermées. Un autre bloc est celui du centre mère-enfant. Ces portes sont fermées sous l'ordre du commissaire provincial de la police à Ruyigi. Contacté à ce sujet, il a indiqué que l'ordre est venu de ses supérieurs plus de décisions. Rappelons que l'hôpital Rema de Ruyigi a été fermé suite à la décision du procureur général de la République de saisir les comptes de la maison Shalom dirigée par madame Marguerite Barankitse. Après la saisie de ces comptes, la direction de la maison Shalom a dû fermer l'hôpital Rema car ses frais de fonctionnement provenaient directement des comptes de la maison Shalom.

Economie - Le Ministre des Finances exige le recouvrement des annales, primes et indemnités octroyées au mois janvier 2016. Dans sa correspondance du 12 février 2016 adressée aux différents responsables des institutions para-étatiques telles que la Mutuelle de la fonction publique, REGIDESO, OTB, INSS, ONATEL, BRB, SOCABU, Fonds de Promotion de l'Habitat Urbain (FPHU), CAMEBU et d'autres entités publiques de même statuts que celles-ci, le ministre des finances, du budget et de la privatisation Tabu Abdallah Manirakiza exhorte tous ces responsables de recouvrer les annales, les primes et indemnités conjoncturelles qui ont été octroyées au mois de janvier 2016. Selon lui, le Gouvernement estime que celles-ci sont considérées comme avances sur salaires et que ces entités administratives devront procéder au recouvrement au courant de ce premier trimestre de l'année 2016.

Le ministre Abdallah met en garde les responsables de l'une ou l'autre entité administrative qui passeront outre cette décision que leur acte sera considéré comme une malversation punie par la loi. Tabu Abdallah MANIRAKIZA explique sa mesure comme étant une façon de mettre en application la politique de l'harmonisation des salaires. Les personnes travaillant dans ces institutions qui ont reçu ces avances sur salaires, grincent les dents car selon eux, ces entités administratives n'utilisent pas les moyens financiers octroyés par le Gouvernement et disent ne pas comprendre cette décision du ministre des finances. Ils demandent au gouvernement de se ressaisir.

Sécurité - Le commissaire provincial de la police à Rumonge a interdit toutes les motos de transport venant d'en dehors de cette ville de Rumonge d'entrer. La mesure empêche aussi des motos opérant à l'intérieur de la ville de Rumonge de pouvoir en sortir. 50 motos ont été saisies ce jeudi 18 février 2016 à Rumonge par les agents de la police. L'origine de la décision, de hommes armés se disputant sur une moto ont blessé un policier ce mercredi 18 février au chef lieu de la province Rumonge. Le lendemain de ce crime, la police a arrêté un homme armé d'un pistolet, qui se disputait sur une moto. Des policiers sont déployés sur tous les axes de la ville surveillant des motos qui pourraient entrer. Les motos saisies sont acheminées vers le bureau provincial de la police à Rumonge.

Des pluies diluviennes qui se sont abattues sur la capitale Bujumbura le matin de ce vendredi 19 février 2016 ont endommagé des infrastructures publiques. Devant les bâtiments de la BRARUDI, la circulation a été longuement perturbée. En effet, des eaux stagnantes avaient rendu la route impraticable et les usagers de cette voie se lamentaient. Très tôt le matin sur la route Bujumbura-Bugarama, des débordements se sont observés à plusieurs endroits. La circulation avait été bloquée momentanément. Au centre-ville Bujumbura, non loin du Village Market, une branche d'un arbre est tombée sur un véhicule de marque Hiace. Aucun dégât humain n'est à signaler. Dans la zone Kinama au nord de la capitale, des eaux de ruissellement ont emporté des stocks de riz. Les commerçants propriétaires de ces stocks indiquent qu'ils ont subi de lourdes pertes. Ils exigent la canalisation des eaux de pluies.

Education - À une semaine du début des examens du 2e trimestre, la province scolaire de Gitega reste toujours confrontée à de nombreuses difficultés. C'est en tout cas le constat du directeur provincial de l'enseignement, Denis Nduwimana. D'après lui, la province a besoin de 518 enseignants en primaire, 873 dans les écoles fondamentales et 468 en cycle supérieur des humanités générales et techniques. Ce qui représente un besoin de 1859 enseignants. Les livres pour les classes de 9<sup>ème</sup> manquent cruellement. 4 classes partagent un seul livre. Le directeur de l'enseignement demande au ministre de tutelle de solutionner au plus vite ces problèmes.

Société - Deux des médias privés détruits durant les événements qui ont suivi la tentative de putsch du 13 mai dernier vont bénéficier d'une levée de suspension. La radio Isanganiro et la radio-télévision Rema devrait rouvrir prochainement et diffuser leurs programmes. Un acte d'engagement a été signé ce vendredi à la maison de la presse entre le Conseil

National de la Communication et les représentants des deux médias. Pourtant, rien ne filtre pour l'heure sur le contenu de ces conventions passées avec l'autorité chargée de l'audiovisuel au Burundi. Si Rema FM et Radio Isanganiro rouvrent, RPA, Bonesha FM et Radio-Télé Renaissance restent silencieuses et sont par ailleurs sous le coup d'enquêtes judiciaires.